



© Elimende Inagella (Unsplash)

Journalisme : répondre par le collectif à la précarité du métier

En 2015, une étude des Cahiers de l'Association professionnelle des métiers de la création (APMC) titrait *Le métier de journaliste : de la précarisation à la recherche de nouveaux moyens d'action*. Près de dix ans plus tard, si la précarité reste au cœur des conditions de travail et d'existence des journalistes, par ailleurs confrontés à de nouvelles problématiques, un possible horizon se présente du côté de la dimension collaborative et participative de ce métier.

« *L'union fait la force* » ? Telle est la devise belge. Avant de se pencher sur sa manifestation concrète dans les initiatives collectives à l'œuvre dans le journalisme, une brève photographie du métier s'impose. Les récentes études de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP), en particulier *Portrait des journalistes belges 2023* et *La diversité au sein de la profession de journaliste, 2012-2023* (2024) proposent une première porte d'entrée socio-démographique.

Le portrait-robot

Tout d'abord, le journalisme est un milieu essentiellement masculin, composé seulement d'un tiers de femmes. Si la féminisation est en légère hausse depuis les cinq dernières années, elle est fortement reliée à la courbe des âges : les femmes représentent 51,7% des moins de 35 ans, contre 22,6% des 55 ans et plus.

À travers ces chiffres, nous comprenons que le journalisme est un métier où les profils plus âgés sont plus représentés, avec une moyenne de 46 ans, légèrement moins élevée qu'en 2018.

La profession, caractérisée par un **niveau d'études élevé** (95% des journalistes ont un diplôme de l'enseignement supérieur), est aussi composée aux trois quarts de salarié·es. Parmi les 25% d'indépendant·es belges, 38% travaillent cependant pour un seul média fixe. Un chiffre potentiellement lié au profil des faux indépendant·es, définis par l'AJP comme des « *journalistes indépendants au plan de la sécurité sociale, mais qui travaillent intensivement au sein d'une rédaction, avec un lien de subordination évident, dans les mêmes conditions que leurs collègues salariés mais sans bénéficier de contrat de travail* ».

Salaire et satisfaction

La **rémunération** montre de fortes disparités : si la moyenne des revenus se situe autour des 2470€ net par mois, 9% des journalistes gagnent moins de 1500€... et près d'un tiers déclare un salaire supérieur à 3000€. Comme dans d'autres métiers, les femmes sont moins bien payées que les hommes : si la moyenne de cet écart salarial est en baisse (5,4% en 2023 contre 13,6% en 2018), les revenus médians restent sensiblement identiques. De plus, les journalistes salarié·es gagnent près de 30% de plus que les indépendant·es, et cet écart est en hausse depuis 2018. Enfin, si les salaires tendent vers une augmentation, celle-ci est moins rapide que la hausse globale des prix et touche moins les indépendant·es : 31% d'entre elles et eux ont même vu leur revenu diminuer en 5 ans.

La **satisfaction au travail** est un autre point de divergence. La variété des contenus, le défi intellectuel et la liberté individuelle sont

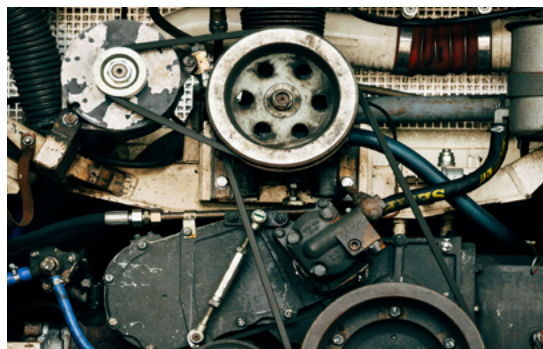
les trois principales sources de satisfaction reconnues par environ 80% des journalistes. Elles sont suivies par l'engagement social, le prestige et la créativité. Cependant, cette satisfaction est moins importante chez les femmes sur l'ensemble des marqueurs, conciliant plus difficilement vie professionnelle et familiale, et plus souvent victimes de violences au travail que leurs collègues masculins.

Enfin, les indépendant·es relatent une satisfaction plus fluctuante, notamment quant à leur statut : 48,7% le subissent plus qu'ils·elles ne le choisissent, là où 87,7% des salarié·es en sont très satisfait·es. En parallèle, la moitié des indépendant·es marque une insatisfaction liée au manque de sécurité de l'emploi ainsi qu'au revenu. Cependant, la satisfaction liée à la créativité et à la liberté individuelle est proportionnellement plus forte que chez les salarié·es.

De la flexibilité...

Derrière cet état des lieux statistiques, plusieurs dynamiques sont à l'œuvre au sein de l'exercice actuel du métier de journaliste. Olivier Standaert (professeur à l'UCLouvain et membre de l'Observatoire de Recherche sur les Médias et le journalisme) parle notamment d'une double, voire d'une triple flexibilité. La première concerne le **statut et l'emploi**, avec *« des débuts de carrières difficiles, plusieurs expériences auprès de plusieurs employeurs, sans CDI »*. La seconde se trouve dans le **travail** : *« on attend de plus en plus un travail multimédia, une gestion des outils techniques et la capacité à passer d'un support à l'autre, notamment les réseaux sociaux »*. Enfin, la troisième est **« mentale, intellectuelle, en étant de plus en plus amenés à travailler avec différents métiers, notamment des ingénieurs, développeurs, graphistes, professionnels de la data »**.

De la même manière que cette **triple flexibilité** pousse le-la journaliste à pratiquer son travail avec d'autres professionnels, sa pratique individuelle



© Elimende Inagella (Unsplash)

peut aussi s'effectuer de manière plus ou moins hybride, en exerçant en parallèle d'autres activités plus ou moins proches du journalisme. La recherche de modèles économiques stables et pérennes étant toujours au cœur du métier, c'est aussi vers ces **carrières complexes** que les journalistes peuvent se diriger, là encore choisies ou subies. *« C'est une stratégie de plus en plus courante, qui permet aux journalistes de peut-être tendre vers un certain équilibre financier, qui leur permettra ensuite de dégager du temps et des moyens pour exercer un journalisme plus proche de leurs valeurs : en clair, c'est en se distanciant du marché du journalisme que certains parviennent à y demeurer »*, souligne Olivier Standaert.

... à la précarité

Olivier Standaert reconnaît toutefois que *« les conditions d'obtention des cartes de presse freinent parfois ces carrières hybrides »*, souvent liées à un **marché du travail** saturé et contraignant : *« Les représentations autour du métier sont encore très figées, ce qui peut être positif dans le rappel d'un idéal, d'une déontologie et de valeurs, mais qui peut avoir un versant négatif quand elles ne permettent pas de s'écarter d'un journalisme dit pur »*.

Enfin, si les **carrières hybrides** peuvent être enrichissantes sur le plan personnel (car *« potentiellement source d'apprentissage, de stabilité, de liberté et de créativité »*), Olivier Standaert met aussi en garde sur leur pendant *« destructeur »*, mal vécues *« si elles ne débouchent pas sur une évolution stabilisante, si elles s'effectuent par défaut ou quand à un moment de la carrière se pose la question du choix et de la voie définitive »*.

Couplées aux **représentations qui entourent le métier de journaliste**, la situation peut effectivement rapidement traduire un *double bind* : « *l'injonction à travailler sous certaines formes, et l'impossibilité à y parvenir* ».

Les inconvénients et défauts du métier finiraient-ils par trop peser dans la balance ? Pour Olivier Standaert, « *la question, c'est combien de temps et dans quelles conditions le journaliste peut supporter ces épreuves et les conditions*

de travail difficiles, les horaires, la pression, les exigences, la précarité, tous ces désagréments liés à ce que l'on considère être un métier passion ».

Le journalisme actuel se caractérise ainsi par un « manque de renouvellement », un taux de sortie « très élevé et interpellant, notamment chez les femmes entre 35 et 45 ans » et une « insertion fugitive, avec des bifurcations, des entrées et sorties successives du marché ».

Diversité et connexion au public

En parallèle de ces phénomènes, Olivier Standaert fait le constat d'une profession « *au faible renouvellement en termes de diversité, notamment ethnique, car la société belge se diversifie plus vite, et davantage, que le journalisme* ». Par ailleurs, **l'insertion de milieux socio-économiques moins favorisés** est compromise par les facteurs précédents (précarité et niveau d'études) : « *Comme nous le voyons par les profils assez homogènes des jeunes journalistes, les personnes qui ont de la solidarité familiale sont nécessairement avantagées, là où d'autres doivent trouver un équilibre économique plus rapidement* ».

Compte tenu de ce décalage grandissant, la question de la **connexion entre le journalisme et le public** se pose. Pour Olivier Standaert, si la curiosité et la mise à distance de ses biais personnels font partie de l'ADN du journalisme, « *le manque de diversité sociale, ethnique ou de genre*

a forcément un impact sur la sélection des sujets et sur la manière dont on les couvre : on a peut-être un temps de retard sur certains enjeux majeurs, et certainement besoin de plus de temps pour les traiter correctement ». De **nouvelles exigences** dans un contexte qui n'est donc pas toujours favorable aux journalistes, dans la mesure où 67,1% des répondant-es du *Portrait des journalistes belges en 2023* observent une augmentation de la pression au travail, et 71,5% une augmentation de la charge de travail.



© Elimende Inagella (Unsplash)



© Myznik Egor (Unsplash)

Vers le *slow journalism* et le journalisme collaboratif

Et si, fort-es de l'ensemble de ces constats, le cap était mis non pas sur une escalade de la précarité et de la charge de travail, mais plutôt sur un **ralentissement des pratiques professionnelles** ? Et si face à la concurrence exacerbée du milieu, la réponse se trouvait dans la force de l'union ? C'est l'une des propositions de **Kiosque**, un collectif de médias de presse papier de Belgique francophone (initiative tout récemment reprise en France par Coop-médias) adeptes de ***slow journalism***. Une approche complémentaire à celle des *hard news*, constituant une niche encore fragile mais florissante au milieu d'un secteur sous tension.

D'abord, les différents médias de Kiosque s'accordent sur un engagement éthique : « *Nous sommes tous engagés dans la justice sociale, l'environnement, le respect des droits fondamentaux ou l'alimentation de qualité* », décrit Yves Raisiere, rédacteur en chef de *Tchak*.

Outre cet engagement, ce dernier considère que « *la pratique du journalisme n'est pas anodine, nous sommes tenus à un code déontologique qui permet d'établir la confiance et le respect entre le média, les sources et les citoyens* ».

La structure des médias de ce collectif peut aussi être directement reliée à ces valeurs, et à travers elle la tentative de « *proposer des modèles de gestion plus sains et horizontaux* », comme soulève Julien Winkel, rédacteur en chef d'*Alter Échos*. Par exemple, *Tchak* et *Médor* sont des **coopératives**, un modèle plus robuste pour Quentin Noirfalisce (rédacteur en chef de *Médor*), « *permettant une plus grande liberté et de ne pas dépendre d'un groupe d'actionnaires et de leurs desideratas, comme on peut le voir avec certains groupes médiatiques français détenus par des proches de l'extrême-droite* ».

La notion de « **journalisme robuste** » est particulièrement développée dans *l'Appel* écrit et publié par *Médor*.

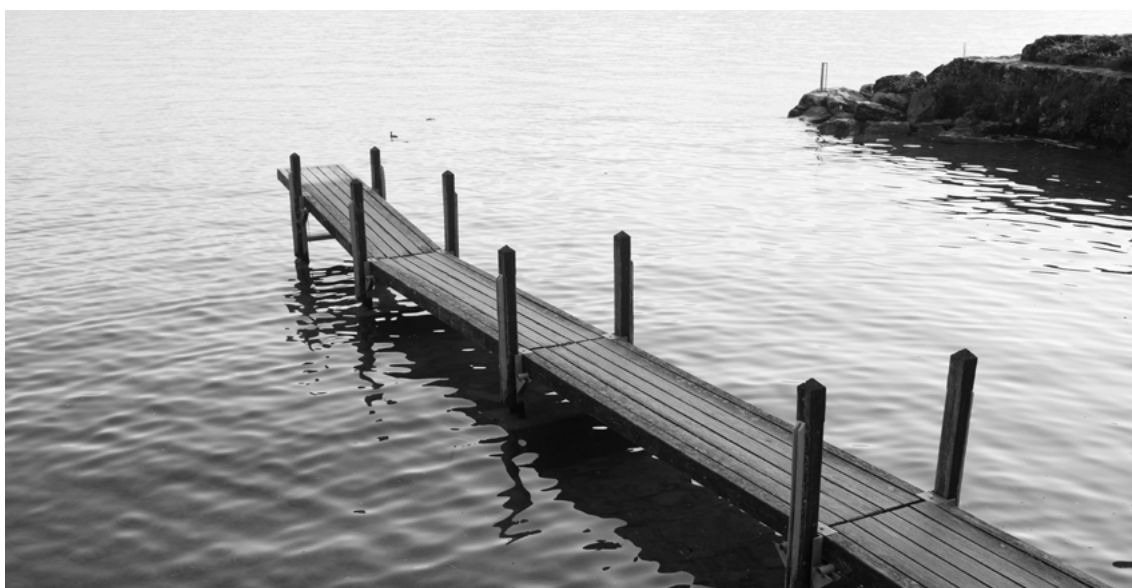
Par ailleurs, certains médias, à l'image d'*Alter Échos* et *Médor*, fonctionnent sur un principe de **rédaction en chef « tournante »**, taclant ainsi un système autrement souvent hiérarchique. Enfin, l'utilisation de logiciels *open source* et l'indépendance vis-à-vis des GAFAM apparaissent comme un engagement supplémentaire : *Médor*, par exemple, construit son magazine avec son propre outil de mise en page, là où *Tchak* refuse l'utilisation de Google Analytics.

Dans sa manière de sélectionner et traiter les sujets, le **slow journalism se démarque aussi de la norme**. « *C'est un atout, car le monde actuel est très rapide, très complexe, très connecté et nous défendons un modèle qui permet de prendre son temps, d'analyser et décortiquer les faits, de diversifier les sources et les idées* », souligne Yves Raisiere. Par ailleurs, alors que le *Portrait des journalistes belges en 2023* constate un net recul du temps passé sur le terrain (en 2018, 42,5% des journalistes déclaraient aller toujours ou presque sur le terrain,

contre 16,9% en 2023), celui-ci est quasi un pré-requis dans le milieu de la slow press. Un **goût du terrain** qui a d'ailleurs son influence sur le choix de sujets, notamment sur des travaux menés au long-cours (longs reportages ou enquêtes).

« Le terrain, on le sent, il permet l'affinité avec le propos, de connaître son sujet, de ramener quelque chose qui va servir la narration : une ambiance, des rencontres... pratiquer le journalisme depuis son bureau, sauf sujets particuliers, ne permet souvent qu'une connaissance très relative », relate Quentin Noirfalis.

Parfois décrit comme une révolution ou une nouveauté dans le secteur médiatique (notamment par le format du *mook*, hybride entre le livre et le magazine), Julien Winkel considère surtout le *slow journalism* comme un « *retour aux sources, qui a eu le mérite de ramener le format long dans le paysage médiatique après la décision à la fin des années 1990 de tout miser sur le contenu numérique, court et financé par la publicité* ».



© Elimende Inagella (Unsplash)

Recréer de la valeur

La mise en place du collectif Kiosque vient d'une idée commune, décrite par Yves Raisiere et Julien Winkel comme la certitude de pouvoir **toucher un plus grand lectorat papier via l'union des différents médias** partageant ce tronc commun éthique, déontologique et méthodologique. Au sein du collectif, les médias mènent donc une réflexion commune sur la publicité, la rencontre avec le public ou la visibilité en librairie, et cherchent à terme à utiliser leur **poids collectif pour réduire les coûts fixes ou les contrats de distribution**. Une tentative pour trouver des modèles d'affaires pérennes en faveur de ces médias, mais aussi permettre à terme de meilleures conditions de travail et une meilleure rétribution des journalistes.

Par ailleurs, tous ces médias sont confrontés à des difficultés pour trouver un **modèle économique viable, stable et pérenne**. Yves Raisiere décrit cela comme « *une bataille, chaque année, pour trouver les financements* ». Julien Winkel identifie ainsi un enjeu commun de « *trouver plus de fonds propres, que sont les ventes directes et les abonnements, pour être moins dépendants des publicités ou des finances publiques et de leurs fluctuations* ».

Les aides à la presse constituent effectivement un support financier plus ou moins important : on peut légitimement se poser la question de la pérennité de ces subsides suite aux résultats des élections en juin 2024 et l'annonce générale des coupes budgétaires. Outre ces aides et les ventes propres, les médias peuvent compter sur des dons, des appels à projets ou des bourses.

La question qui se pose est donc de savoir comment parvenir à toucher un **plus grand lectorat**, prêt à acheter ou s'abonner à l'un ou l'autre des médias du collectif. Julien Winkel pointe cependant un écueil : « *La bonne information a un coût et on a habitué la population au contenu gratuit, ce qui implique que l'information ne vaut rien, ce qui est dévalorisant pour les journalistes et pour le produit en lui-même* ». Ainsi, en cherchant à recréer cette valeur, le *slow journalism* pratiqué par Kiosque apporte justement cette plus-value : « *On ne pourra jamais battre Internet et les réseaux sociaux en termes d'immédiateté, de version courte, de suivi, de gratuité... c'est impossible de suivre ce rythme et c'est du suicide pour la profession* », déclare Julien Winkel.

À contre-courant, le collectif défend d'ailleurs la notion d'« **artisanat** » : pour Quentin Noirfalis, « *c'est un produit local, pensé le plus possible en circuit-court, autant par l'investissement de talents locaux que le choix du papier, avec l'idée d'une moindre empreinte carbone... on tente des choses, on met en œuvre des compétences, des savoir-faire et savoir-être, on a figolé et chéri jusqu'à la dernière minute chaque publication* ». Ainsi, d'après Yves Raisiere, outre le collectif, Kiosque vient en quelque sorte constituer un « *label éthique et déontologique de qualité, avec une ligne éditoriale marquée et cohérente* ».



© Elimende Inagella (Unsplash)

Restaurer le lien par la communauté

L'aspect collaboratif et participatif va plus loin que dans l'unique mise en place d'un collectif de médias : il se retrouve au sein des journalistes, auprès des sources et aussi envers le public.

Chez les **journalistes** d'abord, le travail en équipe est grandissant, que ce soit avec leurs homologues ou aux côtés d'autres métiers. Ainsi, pour Quentin Noirfalis, « *le journaliste n'est plus la seule personne au centre de la construction du savoir* ». Yves Raisiere décrit de plus en plus de profils « *journalistes-entrepreneurs, qui montent des projets personnels dans une démarche plus horizontale vis-à-vis des médias partenaires* », ainsi que des projets menés collectivement : « *En tant que journaliste, on peut vite se retrouver à tout porter tout seul et finir par se casser la gueule à cause de la solitude, de l'isolement, des soucis financiers, du manque de contacts et de réseau, malgré*

le grand investissement personnel dont la plupart font preuve ». Ainsi, par la mise en place d'outils communs et le soutien mutuel, « *de plus en plus de journalistes se tournent vers le collectif et avancent ensemble et plus loin* ».

Par ailleurs, face à la défiance généralisée envers les médias, Yves Raisiere reconnaît une nécessité à restaurer le **lien avec le public**. « *Comment répondre à cette défiance, si ce n'est en soignant le lien avec les lecteurs, la communauté et les sources ?* » Ce sens de la communauté se décline ainsi de plusieurs manières : par les différentes animations, conférences, fêtes et tables rondes qu'organisent les médias en parallèle de la production journalistique, mais aussi en pratiquant un journalisme participatif, qui inclut son public dans la création et la diffusion de l'information.

Dans le cadre d'enquêtes sur le harcèlement dans le scoutisme, *Médor* a ainsi permis au lectorat de se mobiliser comme « *révélateur de sens et d'information* » à travers des appels à témoignages ou des questionnaires. Par ailleurs, au même titre que l'accompagnement des pigistes dans la réalisation de leur travail, la **relation aux sources** est un autre point d'attention pour nombre de ces médias. Comme le soulève Yves Raisiere : « *Nous sommes attentifs à la manière dont on travaille*

avec nos sources, à comment recueillir et partager leur témoignage, comment les accompagner pendant la production et après la publication ».

Ainsi, à travers ce lien envers le public et l'instauration de cette confiance, Quentin Noirfalisce espère « *convaincre les gens que quand ils achètent un numéro, ils adhèrent à un projet éditorial, à des valeurs et à une réflexion sur ce que doit être un média au XXI^e siècle* ».

Vers un statut de protection du journalisme?

Pour Quentin Noirfalisce, « *on ne peut pas être en société démocratique sans médias robustes et indépendants qui alimentent le débat public, qui questionnent et mettent face à leurs responsabilités les organes de pouvoirs, les entreprises et les politiques* ». Souvent désigné comme « **quatrième pouvoir** », le journalisme est donc une profession essentielle garantissant ce contre-pouvoir et le droit fondamental qu'est l'accès à l'information. Pourtant, **si des initiatives créatives et innovantes prennent à cœur ces missions, elles ne sont pas exemptes des difficultés structurelles et conjoncturelles qui frappent la profession.**

Outre la précarité, la pression, la satisfaction et les salaires, les violences (verbales, juridiques ou physiques) envers les journalistes sont une réalité qui touche près de la moitié des professionnels: l'AJP y a pour la première fois consacré un volet dans le *Portrait des journalistes belges en 2023*.



© Jon Tyson(Unsplash)

Pour Quentin Noirfalisce, les « procédures-baillons » visant à **intimider, dissuader et entraver la liberté d'expression** par des procès coûteux et chronophages, sont une autre menace qui vient supplanter les voies « *traditionnelles* » des droits de réponse et conseils de déontologie.

« *De plus, la loi belge repose sur le principe de responsabilité en cascade : c'est l'auteur qui est responsable du contenu et non pas le média, donc il est très facile de cibler des journalistes isolés qui ne pourront pas toujours tenir le coup face à des procès, notamment s'ils sont indépendants et précaires* », regrette Quentin Noirfalisce.

Dans ce contexte tendu se pose sérieusement la question d'une **meilleure protection du métier**, qu'elle soit juridique et démocratique autour du travail, ou bien en termes de statut et de salaire, notamment pour l'importante population d'indépendant·es ou de journalistes travaillant aux marges du marché. Julien Winkel imagine ainsi un « *statut d'intermittent, qui pourrait protéger et donner une bouffée d'oxygène aux personnes qui travaillent au projet comme les artistes et les journalistes* ».

En effet, si la création de collectifs ou les pratiques de *slow press* se démocratisent et se basent sur des modèles plus vertueux, elles ne sont pas exemptes de la précarité et des tensions évoquées par Olivier Standaert et les études de l'AJP. **Dans le secteur de la slow-press, assurer une forme de sécurité de l'emploi reste un défi.** Quentin Noirfalisce cumule ainsi son poste de co-rédacteur en chef avec celui de journaliste indépendant, mais aussi de producteur de documentaires. Julien Winkel assume de son côté ses responsabilités au sein de la rédaction tout en proposant des piges auprès d'autres médias, notamment *Médor*.

Quant à l'avenir des titres de presse eux-mêmes, il n'est pas toujours assuré. *Médor* avait ainsi alerté sur ses difficultés financières en proposant un numéro d'hiver 2023-2024 constitué d'un véritable trou de quatre centimètres au centre du numéro, illustrant le trou dans le budget de la rédaction. Trouver un modèle budgétaire stable et pérenne reste ainsi une épreuve permanente pour Julien Winke : « *C'est un monde très fragile, dans lequel personne ne peut être certain d'être toujours là l'année suivante* ».

Paul Labourie
Novembre 2024

SOURCES ET RESSOURCES

Bibliographie

Anne DUJARDIN, Olivier STANDAERT, Adrien DE FRAIPONT, Fabienne LALOUX, Carmelo VIRONE, *Le métier de journaliste. De la précarisation à la recherche de nouveaux moyens d'action*, étude APMC-Smart, Éditions Smart, Les Cahiers, 2015

La diversité au sein de la profession de journaliste 2012-2023. Étude portant sur l'égalité et la diversité au sein des effectifs journalistiques en fédération Wallonie-Bruxelles, Association des journalistes professionnels, 2024
<https://www.ajp.be/wp-content/uploads/2024/10/Diversite-UCLouvainCover.pdf>

Portrait des journalistes belges en 2023, Association des journalistes professionnels, 2023
https://lapij.ulb.ac.be/wp-content/uploads/2023/06/Journalistiek_BW_FR_digitaal_metCover.pdf

« Notre appel pour un journalisme robuste », *Médor*, 2024
<https://medor.coop/appe/>

« Nos principes fondateurs », *Kiosque*, 2022
<https://kiosque.media/kiosque-principes-cxommuns-fondateurs/>

« Le Parlement européen dénonce les procédures-baillons visant les journalistes », *Médiapart*, 3 décembre 2023
<https://www.mediapart.fr/journal/international/110723/le-parlement-europeen-denonce-les-procedures-baillons-visant-les-journalistes>

Entretiens réalisés

Olivier Standaert, professeur à l'UCLouvain, membre de l'Observatoire de Recherche sur les Médias et le journalisme, 27 août 2024

Julien Winkel, rédacteur en chef tournant de *Alter Échos*, 5 septembre 2024

Yves Raisiere, rédacteur en chef de *Tchak*, 10 et 27 septembre 2024

Quentin Noirfalis, rédacteur en chef tournant et membre du comité de pilotage de *Médor*, 15 octobre 2024